

LE CAHIER CITOYEN

« La métropole c'est nous !

Acte 3

Quelle métropole pour
« les jours d'après » ?



cahiercitoyenmgp@gmail.com

- **Photo de couverture :**
Le métro Fort d'Aubervilliers en période de confinement

LE CAHIER CITOYEN

« La métropole c'est nous ! »

Acte 3

Quelle métropole pour « les jours d'après » ?

Changer l'ordre des priorités

Nous venons de faire l'expérience du confinement comme système. Cela s'est imposé à nous brutalement, violemment même, par une nécessité sanitaire dont nous partageons l'impératif, mais qui n'a pas fini de dérouler ses conséquences, graves.

Nous avons tous pris conscience d'une chose importante : demain ne doit pas être comme hier, ni pour nous, ni pour la planète. Jusque-là ne comptaient que les chiffres, coûts, statistiques, charges, profits, rapports en bourse, dividendes, profits...

Il y a eu l'arrêt total d'activités, avec la réduction évidente de la pollution de l'air. Cela a montré qu'il est possible de changer de voie quant à la « croissance », d'ouvrir d'autres chemins pour notre avenir. Dans le même temps, les humains n'ayant plus que le virtuel comme support de leurs relations, se retrouvaient d'un coup comme désorganisés, privés de quelque chose d'essentiel, y compris de leur intelligence. **Le collectif n'est pas une option, pas plus que le vivre-ensemble. L'être humain ne peut vivre qu'en société.**

Cette société de juste-avant a montré ses énormes failles au grand jour. Nous les nommons inégalités, dominations, pouvoir de la finance, injustices sociales, aggravation de la pauvreté, surconsommation, individualisme, égoïsme, non-reconnaissance du travail. Mais aussi : « transparence » des salariés et travailleurs dans tous les champs de l'utile, mépris des réponses publiques d'Etat aux besoins, manque d'attention pour les activités répondant aux besoins vitaux (santé, éducation, culture, logement, déplacements) ; valorisation du privé avec recherche systématique de profit.

Pour l'être humain, le confinement, quelle qu'en soit la raison, est une contrainte et une violence. Il a été traité, de plus, comme une punition. Punition pour celles et ceux qui dans nos quartiers populaires souffrent du surpeuplement dans des logements trop petits ce qui rend l'enfermement insupportable, punition pour celles et ceux que l'on accuse, du coup, d'être responsables de l'extension de la pandémie, punition encore quand les sorties signifient verbalisation pour non-respect des règles strictes mises en place.

Le confinement aura duré longtemps, et chacun aura dû trouver des contreparties, professionnelles comme personnelles grâce à l'ordinateur, la tablette ou le smartphone. Mais les réunions virtuelles n'ont d'échange que le nom, les échanges virtuels avec les enseignants pas plus, et toute la vie ne saurait se résumer à un ordinateur, une injustice de plus pour celles et ceux qui n'en possèdent pas, pour ce qui concerne la culture, le sport, le travail et même l'école ...

Partageons notre besoin de revenir à l'essentiel, revenons à ce qui compte à nos yeux d'habitants et d'habitantes dans la vraie vie, la seule qui vaille.

La vraie vie n'est pas « métropolitaine »

Ce qui compte, même lorsqu'on parle de Métropole du Grand Paris, c'est la vie, la vraie vie, celle du travail et des échanges, celle des corps et des relations humaines.

C'est bien ce qui a été mis en avant pendant cette crise et ce confinement. C'est ce que nous disons tous ensemble tous les soirs en remerciant les personnels soignants, et tous les salariés des métiers qui permettent la vie de tous les jours. Nos applaudissements disent aussi que nous aimerions voir changer l'échelle des valeurs des rémunérations, des moyens et de la qualité de vie pour tous ces gens, utiles, tellement utiles. Et nous voulons que personne ne reste sur le bord de la route : boulot perdu, logement trop petit, trop cher, comment assurer l'éducation et la santé des enfants, et les 5 fruits et légumes par jour ?

Cette vraie vie dépend de beaucoup de choses très importantes comme les liens entre nous, la parole et les solidarités que les professionnels et les bénévoles ont au fil des jours, confinés, réussi à assurer, à maintenir.

Elle dépend aussi de la manière dont évolue et se transforme notre ville. Dans ce monde d'avant, on nous fabrique une métropole mondiale, mondialisée comme on dit. Il faut qu'elle soit source de gains (c'est ce que voient les investisseurs et spéculateurs), branchée au monde entier, virtuellement bien sûr, habitée par des gens plus souvent dans des aéroports que dans leur quartier, plus souvent sur leur tablette que dans les réunions entre voisins, avec assez de moyens pour ne pas dépendre de ce quartier ni de ses relations humaines, ni de son économie et ses déplacements quotidiens.

On en fait même des dessins de cette métropole quand notre territoire aura été transformé : lieu de loisir et de tourisme pour les parisiens et les gens du monde entier, qui pourront se penser ici loin du monde et du bruit, le temps d'un week-end, au milieu des palmiers du changement climatique. Il paraît que nous autres habitants de cette banlieue serons heureux de cette jolie transformation... En fait on ne sait pas, car on n'est pas sûrs d'y avoir une place, faute de moyens.

Dans nos écrits précédents nous déclarions que la concurrence, raison d'être des métropoles, ne devait continuer à être ni le moteur ni le principe de

fonctionnement et de développement des sociétés humaines.

La crise du Covid-19 nous en a fait hélas la démonstration. Ni les grandes entreprises, ni la bourse, ni les milliardaires, ni la concurrence libre et non faussée, n'ont apporté des solutions face au virus. Les seules à prouver leur efficacité pour venir en aide aux populations et continuer à faire fonctionner notre société sont les services publics et les associations, les initiatives collectives désintéressées, le bénévolat et l'entraide entre voisins, en résumé toutes les organisations basées sur le principe de solidarité et de non-lucrativité.

Malgré la détermination de nos dirigeants pendant ces dernières décennies à faire disparaître nos services publics (au profit du privé), ce sont aujourd'hui les personnels de ces mêmes services publics qui sont les « héros » de cette lutte contre la pandémie.

Les associations dont les budgets ont été drastiquement diminués par ce gouvernement font la démonstration que c'est par l'économie sociale et solidaire que le lien social durable existe et que les demandes d'aides urgentes dont les citoyens ont besoin peuvent être entendues.

Ce sont les initiatives d'entraide entre voisins qui permettent à nombre de ces citoyens de ne pas être abandonnés et de continuer à avoir un lien social malgré tout. C'est par la production nationale que l'on évite les pénuries, c'est par les petites exploitations agricoles locales que le moyen de s'approvisionner reste le plus efficace.

Ce sont les innovations de petits entrepreneurs qui viennent en aide aux hôpitaux et trouvent des solutions, alors que les grands groupes n'ont aucune proposition (non rentable sans doute).

Et c'est aussi l'offre gratuite de tout un tas de biens ou de services, qu'ils soient culturels, éducatifs (payants il y a encore quelques semaines) qui fleurit tous les jours sur les réseaux internet, montrant que l'on s'enrichit surtout de partager, de prendre soin des autres et de retrouver un lien débarrassé de toute relation marchande.

La concurrence c'est tout le contraire : la production à bas coût, la délocalisation, le profit à court terme, le mépris des vies humaines, la mise à sac de la planète, la dégradation du climat. Et c'est au nom de cette concurrence que sont possibles toutes les dérives qui ont conduit à la catastrophe que nous connaissons aujourd'hui.

On est loin des problématiques de la métropole ?

Non, nous sommes en plein dedans. Les métropoles sont des entités qui n'ont pour but que de satisfaire les appétits des investisseurs de tous poils qui sévissent partout où les métropoles ont remplacé les villes « habitables » et s'adonnent à leur sport favori : la concurrence libre et non-fauscée.

Les villes que nous voulons habiter

Dans notre cahier citoyen nous avons dit que « la Métropole, c'est nous ! » Alors si c'est nous, habitantes et habitants de ce territoire, ce n'est peut-être pas ça que nous voulons pour nos villes.

Une ville, une commune, la nôtre, n'est pas d'abord un découpage administratif avec son partage de compétences et ses frontières. C'est le lieu de notre vie, individuelle et sociale, l'espace où la vie s'organise dans ses utilités, ses rythmes, ses liens entre nous, ses émotions, ses ressentis. C'est ici que nous voulons exister, compter, agir, parler, s'exprimer, être utiles les uns pour les autres. A égalité, dignement.

La ville nouvelle, la métropole dont nous sommes une partie, doit s'organiser à partir de cette échelle

de la vie et du quartier, de la commune, de ses élus, de ses services publics et de notre droit démocratique. Nous ne pourrions accepter qu'elle se fasse à la seule échelle du monde, par-dessus nos têtes, avec ses projets et sans notre droit à la parole.

Revisiter les grands projets : JOP2024 et Grand Paris

Le confinement et la crise sanitaire, le blocage de la vie économique, n'ont pas arrêté la mise en œuvre de ces projets métropolitains, dont ceux des Jeux olympiques et paralympiques, malgré nos inquiétudes et nos volontés de lancer une autre logique, soucieuse des humains et de la planète, qui suppose de les faire évoluer radicalement. Nous ne devons pas les laisser dériver.

Nous demandons aux élus d'engager avec nous, et avec un maximum de citoyens, de toutes les façons possibles, avec tous les supports que l'on veut, un travail de révision des principaux projets qui vont transformer nos vies, pour qu'ils ne déshumanisent pas nos villes, avant qu'ils n'entrent en phase de réalisation.



- **Le cluster des médias, dans le parc G. Valbon.** Nouvel objectif à proposer : pas d'urbanisation du parc, qui est notre bien départemental commun, pas de modification du SDRIF (zone naturelle à protéger), réévaluation de l'emplacement du site du quartier des 1300 logements prévus, pas de

stands de tir sur le terrain des essences afin de préserver la biodiversité et la reproduction de la faune à proximité de la zone « Natura 2000 ».

- **Le village olympique**, à cheval sur Saint-Ouen, Saint-Denis et l'Île Saint-Denis. Assurer effectivement en phase héritage les 40% de logements so-

ciaux, avec une place pour le foyer de travailleurs migrants s'il n'est pas relogé sur Saint-Ouen en centre-ville.

- **Le Centre Aquatique Olympique.** S'assurer que le projet retenu prochainement tiendra les promesses d'une utilisation pour les enfants des écoles du territoire, et n'aura pas par sa taille et ses coûts de fonctionnement pour seul usage les compétitions internationales. Réévaluer l'impact environnemental et son intégration dans le projet global d'aménagement.

- **La Zac Plaine Saulnier.** Faut-il vraiment que le projet d'aménagement de la phase héritage comprenne un hôtel x étoiles surdimensionné ? Devons-nous accepter de tout miser sur le tourisme, au risque de crises graves à tout problème sanitaire, crash financier ou autres ?

- **La Zac Pleyel.** Nous avons interrogé déjà sur le nombre de bureaux et d'hôtels étoilés alors que la partie logements est relativement faible. On sait qu'un quartier majoritairement constitué de bureaux est difficilement habitable, avec une sorte de couvre-feu le soir. On sait également par expérience que ce type d'aménagement apportera peu d'emplois pour la population locale.

- **Les bretelles d'autoroutes.** Il n'est pas possible d'en rester à la mise en danger des enfants de l'école Anatole France et du blocage du quartier Pleyel par un flot de 20 000 voitures/jour. Qui habiterait un tel quartier ? Qui prendrait tous les matins le chemin de l'école ? La solution doit prendre en compte la qualité de la vie quotidienne, les impératifs écologiques, le verdissement majeur du quartier, la dépollution indispensable, la réponse à l'impératif de santé et non la priorité d'une meilleure circulation automobile. Faut-il déplacer les équipements ? Les modifier ? Autant de questions de la part de la population du quartier qui exigent des réponses claires.

- **Il faut examiner l'interaction des projets** d'aménagement les uns avec les autres, quant à l'impact environnemental et donc sur la vie quotidienne. Suivre les recommandations de l'Autorité environnementale sur chacun des projets.

- **Les gares de Grand Paris Express.** Elles doivent absolument détruire le moins possible, ne pas être en premier lieu des espaces pour le commerce de passage, être compatibles avec les exigences écologiques et le verdissement. La gare de Pleyel mérite une véritable attention par ses ambitions et ses dimensions et être jaugée par rapport à l'ensemble

des projets qui l'entourent (alors qu'ils sont présentés un par un sans qu'on ait une vision générale compréhensible). Les équipements complémentaires doivent être conçus de manière à ne prendre nulle part la place d'espaces verts (comme l'aurait été le square de la Maladrerie à Aubervilliers sans la mobilisation de ses habitants).

- **Le PLUI.** C'est un document de principes que nous partageons, et de projets pour lesquels demeure un problème majeur : la perspective d'une augmentation de la population habitant le territoire de Plaine Commune de + 100 000 personnes. Tout indique que les métropoles sont les lieux qui, en raison de leur surdensité, concentrent un maximum de problèmes sur les enjeux écologiques, dont le changement climatique et les enjeux d'inégalités sociales, qui démultiplient les effets de toute crise.

On ne peut accepter pour argent comptant l'idée que la concentration métropolitaine éviterait l'étalement urbain. Il ne s'agit pas seulement de logements, il faut prendre en compte toutes les conséquences de cette surconcentration avec ses déplacements induits, la bétonisation et l'imperméabilisation des terres, les îlots de chaleur aggravés à tel point qu'ils deviennent irréversibles, temps et conditions de transport qui désorganisent la vie sociale. Tout cela crée des conditions de vie tellement difficiles à supporter longtemps que 200 000 franciliens quittent la région chaque année.

- **Parmi les grands projets sur Plaine Commune** il y a la construction d'un grand hôpital à Saint-Ouen. On s'en est félicité. Mais pour en être content il y a en réalité quelques conditions qui ne sont pas remplies. Il faut que celui-ci constitue un hôpital supplémentaire pour le territoire et le 93 insuffisamment doté, auquel les habitants d'ici doivent avoir accès. Et que ne soient pas démolis en contrepartie les 2 hôpitaux parisiens de Bichat et Beaujon, comme prévu ! D'autant que toutes les démolitions d'hôpitaux faites jusque-là ont donné lieu à des complexes immobiliers à haute rentabilité sur Paris.

La crise sanitaire du Covid19 a mis en lumière l'ensemble des manques du système hospitalier, après une année entière de grèves de ses personnels et médecins pour obtenir la fin des fermetures de lits et des réductions de personnels, ainsi que la réinjection de moyens dans les salaires, les embauches indispensables, le financement de la recherche et le matériel médical et de protection des soignants, et

des services publics en général alors qu'ils sont livrés aux mains du privé par ce système libéral. Nous disons : priorité à la santé.

Demain, changer l'échelle des valeurs est une urgence pour sortir de la crise

Cette crise n'aura peut-être de positif que de faire la démonstration que le système néolibéral qui organise nos sociétés est à remplacer urgemment. A notre échelle, nous voulons construire des propositions pour changer la donne et interpeller nos élus. Un changement radical est indispensable au vu de la crise sanitaire et sociale que nous vivons.

Nous sommes tous, citoyens et élus, confrontés à nombre de problématiques à résoudre au sortir de cette épidémie. Beaucoup d'entre nous sont en difficultés graves, très affectés par les conséquences de cette crise. La solidarité vient en premier. Nous voulons revenir à des valeurs fondamentales, largement délaissées dans le système actuel.

Toutes ces problématiques devront trouver des issues portées par les élus de nos villes tout en s'inscrivant dans un schéma directeur qu'est le Grand Paris de la MGP. Sûrement est venue l'heure de s'interroger si nous continuons dans ce schéma que nous n'avons pas choisi et qui pourtant contraint élus et habitants à se plier au dictat des marchés.

De ce grand Paris en devenir qui va structurer (structure déjà) notre environnement, nous dénonçons la logique à l'œuvre qui oriente principalement les choix de projets immobiliers vers des types de logements dont les prix d'achat ou les loyers s'adressent en particulier aux « premiers de cordée ». Plus rentables, avec des rentrées plus assurées, et une image de standing plus vendable que les logements sociaux, ils ne seront et ne sont déjà pas accessibles au plus grand nombre de catégories socio professionnelles.

Or la crise que nous vivons nous montre que ce sont justement ces catégories-là qui font vraiment « tourner » le pays. Car en dehors des professions liées à la santé, ce sont aussi tous les métiers sous-payés, sous-qualifiés, les subalternes qui sont sur le terrain actuellement et qui permettent encore au pays de vivre.

A noter que ceux que l'on appelle également les « premiers de corvée » sont en réalité des premières car ce sont les femmes qui occupent en majorité ces emplois.

Les « premiers de cordée » eux, par le type d'emploi qu'ils occupent, peuvent continuer à travailler de chez eux alors que tous ceux cités précédemment ne le peuvent pas : soit ils affrontent tous les jours les transports en commun pour se rendre sur leur lieu de travail (éloignés pour la plupart) et prennent des risques considérables y compris dans leur emploi, soit ils sont contraints au chômage partiel ou confrontés au licenciement pur et simple. Or ce Grand Paris là est-il fait pour ceux-là ?

Il faudra donc que tous ensemble nous construisions les réponses adaptées. Comme par exemple :

- rapprocher les habitants de leur lieu de travail pour limiter les déplacements et ralentir l'étalement des villes,
- arrêter les projets d'artificialisation des sols (centres commerciaux et autres),
- développer des transports en commun non polluants,
- développer des agricultures locales partout où c'est possible pour favoriser les circuits courts et aller vers une autonomie alimentaire,
- revaloriser les salaires et les emplois peu qualifiés,
- arrêter les délocalisations et permettre la création d'emplois nouveaux sur nos territoires,
- privilégier les implantations d'entreprises d'économie réelle et /ou liées à la transition écologique ,
- favoriser la mixité sociale non pas en se contentant de mélanger les catégories de logements mais en offrant à tous les travailleurs des salaires qui leur garantissent les moyens de vivre dignement,
- régler les loyers ,
- ... et bien d'autres encore.

Toutes ces propositions devront bien sûr être adoptées, soutenues, financées par l'Etat. La dépense publique est depuis toujours une composante qui le structure et pas seulement sur le plan économique.

Pour obtenir de l'Etat qu'il s'engage sur cette voie de changement radical, il faudra construire un front uni qui permette de résister aux forces contraires.

Nous voulons être acteurs de ce changement de logique

Nous appelons nos élus confrontés à cette demande sociale forte, à se tourner toujours plus vers les citoyens pour construire avec eux les réponses et les imposer au gouvernement et à l'Etat.

Cette crise sanitaire et sociale a permis à tous les citoyens de prendre la mesure des conséquences des politiques économiques et sociales à l'œuvre. Et chacun aura pris conscience à travers cette crise que l'on ne s'en sortira pas tout seul et que c'est à la société tout entière qu'il appartient de garantir les moyens de vivre en sécurité matérielle, dignement et durablement.

La place des citoyens et le partage des pouvoirs seront déterminants dans ce processus et seuls à même de garantir les réels changements indispensables.

Nous savons bien qu'à la fin il nous sera dit que nombre de ces projets que nous voulons voir modifiés sont en réalité des équipements et des logements dont nous avons besoin ; qu'ils sont conditionnés par des montages financiers indispensables car dépassant nos capacités financières. Et que les JOP2024 constituent une opportunité à saisir pour constituer ce que l'on appelle « l'héritage ». Mais cela ne saurait nous amener à tout accepter.

D'ailleurs les JOP eux-mêmes ne devraient-ils pas faire l'objet d'une réflexion, pour retrouver taille humaine, même si c'est un événement mondial, permettre l'assistance d'un public du territoire, des manifestations sportives et culturelles permettant les rencontres entre pays, sportifs et jeunes ? Ne pouvons-nous pas contribuer à réinventer des JOP ? Au Japon, qui en a vu la date retardée d'un an, des collectifs citoyens vont jusqu'à demander leur annulation... Même les anciens médaillés olympiques s'interrogent.

Le niveau financier de telles manifestations est-il encore aujourd'hui acceptable ? Les conséquences des transformations urbaines que les investissements permettent, en accélérant les mutations métropolitaines et l'attractivité seulement financière et touristique, sont-elles acceptables ?

Nous plaidons pour des financements redispachés sur le local et l'humain, dont bien sûr l'écologie, qui aideront la société à évoluer sur un modèle différent. L'héritage, car il doit y avoir un « héritage » sur notre territoire populaire, quel que soit le sort des Jeux, doit être dynamique, humain, social et

environnemental. Par-delà les mots habituellement accolés à l'événement, qui ne sont pour l'instant que des mots alibi.

En pleine crise sanitaire des grands groupes de constructeurs et d'investisseurs demandent au gouvernement de suspendre pour des mois (voire années) l'application des nouvelles normes environnementales de construction (trop contraignantes de leur point de vue) ainsi que de déroger aux droits des salariés au prétexte de relancer l'économie plus efficacement. Il s'agit pour eux de remettre au travail tous les confinés et de rattraper le temps perdu à la réalisation de leurs projets sans rien perdre de la rentabilité attendue.

On peut hélas miser que ce gouvernement aura une oreille complaisante pour ces demandes (il a déjà légiféré sur les droits des salariés) et ce sera alors aux Maires et aux élus de prendre leurs responsabilités.

Sur notre territoire les élus ont approuvé le nouveau PLUI qui intègre ces normes environnementales et qui fixe des cadres que nous approuvons. Nous ne devons pas accepter que la crise sanitaire que nous vivons serve de prétexte à une quelconque stratégie du choc déjà utilisée ailleurs et qui permet de faire admettre des mesures inacceptables.

Les Maires ont des pouvoirs qui leur permettent de refuser les permis de construire et les chantiers qui reviendraient sur des lois environnementales votées et indispensables pour rendre nos territoires plus vivables. Nous devons ensemble, élus et citoyens, nous mobiliser pour nous opposer à ces manœuvres.

Et nous exigeons d'être partie prenante d'une réflexion globale, d'avoir voix au chapitre, dès maintenant et tout au long des décisions. Nous voulons être à l'initiative d'une attractivité bien différente de celle de la concurrence mondiale et de la finance, et pouvoir demain encore « habiter » la ville, dans toutes ses dimensions. Car c'est en l'habitant qu'on la fait vivre.

Il y a urgence. Il ne faut pas attendre la fin de la crise sanitaire pour revoir les priorités des grands projets, exiger à tous les niveaux le respect des engagements sociaux et environnementaux, ouvrir une autre logique à partir de notre territoire, avec tous les citoyens.